

Suffrage féminin et lutte de classes

« Pourquoi n'y a-t-il pas d'organisation pour les femmes travailleuses en Allemagne? Pourquoi entendons-nous si peu parler du mouvement des femmes travailleuses? » C'est par ces questions qu'Emma Ihrer, l'une des fondatrices du mouvement des femmes prolétariennes d'Allemagne, introduisait son essai de 1898: « Les femmes travailleuses dans la lutte des classes ». À peine quatorze ans se sont écoulés depuis, qui ont vu une grande expansion du mouvement des femmes prolétariennes. Plus de cent cinquante mille femmes sont organisées dans des syndicats et sont parmi les contingents les plus actifs des luttes économiques du prolétariat. Plusieurs milliers de femmes politiquement organisées ont rallié la bannière du prolétariat: le journal des femmes sociales-démocrates [*Die Gleichheit* (L'Égalité), édité par Clara Zetkin], compte plus de cent mille abonné-e-s; le suffrage féminin est l'un des points vitaux du programme de la social-démocratie.

De tels faits pourraient précisément nous inciter à sous-estimer l'importance de la lutte pour le suffrage féminin. Nous pourrions penser: même sans l'égalité des droits politiques des femmes, nous avons réalisé d'énormes progrès dans l'éducation et l'organisation des femmes

Ainsi, le suffrage féminin n'est pas une nécessité urgente. Mais si nous pensions cela, nous serions dans l'erreur. Durant ces quinze dernières années, l'éveil politique et syndical des masses du prolétariat féminin a été magnifique. Mais cela n'a été possible, que parce que les femmes travailleuses ont pris un intérêt vivant dans les combats politiques et parlementaires de leur classe, en dépit du fait qu'elles étaient privées de leurs droits. Jusqu'ici, les femmes travailleuses ont été soutenues par le suffrage masculin, auquel elles ont bien sûr pris part, certes indirectement seulement. Les larges masses des hommes et des femmes de la classe ouvrière considèrent déjà les campagnes électorales comme des causes communes. Dans tous les meetings électoraux sociaux-démocrates, les femmes constituent une large fraction des participants, parfois la majorité. Elles sont toujours intéressées et passionnément concernées.

Dans tous les districts où existe une organisation social-démocrate sérieuse, les femmes soutiennent la campagne. Et ce sont les femmes qui font un travail inestimable en distribuant des tracts et en gagnant des abonnements à la presse social-démocrate, cette arme si importante de ces campagnes.

L'État capitaliste n'a pas été en mesure d'empêcher les femmes de porter ces charges et ces efforts de la vie politique. Pas à pas, l'État a été en effet forcé de leur allouer et de leur garantir cette possibilité en leur accordant les droits syndicaux et de réunion. Seul le dernier des droits politiques est dénié aux femmes: le droit de voter, de décider directement des représentant-e-s du peuple dans les domaines législatif et exécutif, de devenir un membre élude tels corps. Mais ici, comme dans tous les autres domaines de la vie sociale, le mot d'ordre est: «ne pas laisser les choses progresser!» Mais les choses ont commencé à avancer. L'État actuel a reculé devant les femmes du prolétariat lorsqu'il les a admises dans les réunions publiques, dans les associations politiques. Et l'État n'a pas concédé cela volontairement, mais par nécessité, sous la pression irrésistible de la classe ouvrière montante. Ce n'est pas moins la poussée passionnée des femmes prolétaires elles-mêmes, qui a forcé l'État policier germano-prussien à (...) ouvrir grandes les portes des organisations politiques aux femmes.

Ceci a réellement mis la machine en mouvement. Les progrès irrésistibles de la lutte des classes prolétarienne ont jeté les droits des femmes travailleuses dans le tourbillon de la vie politique. Utilisant leurs droits syndicaux et de réunion, les femmes prolétariennes ont pris une part très active

dans la vie parlementaire et dans les campagnes électorales. C'est seulement la conséquence inévitable, le résultat logique du mouvement, qui fait qu'aujourd'hui, des millions de femmes prolétaires crient avec défiance et pleine d'assurance en elles-mêmes: gagnons le suffrage.

Il était une fois, dans l'ère idyllique de l'absolutisme d'avant-1848, une classe ouvrière qui n'était pas réputée « assez mûre » pour exercer les droits politiques. Cela ne peut pas être dit des femmes travailleuses d'aujourd'hui, parce qu'elles ont démontré leur maturité politique.

Tout le monde sait que sans elles, sans l'aide enthousiaste des femmes prolétariennes, le parti social-démocrate n'aurait pas remporté la victoire glorieuse du 12 janvier [1912], en obtenant 4,25 millions de voix. Dans tous les cas, la classe ouvrière a toujours dû prouver sa maturité pour la liberté politique par un soulèvement révolutionnaire de masse victorieux. C'est seulement lorsque le Droit Divin sur le trône et les meilleurs et les plus nobles des hommes de la nation ont senti le poing calleux du prolétariat sur leurs faces et son genou sur leurs poitrines, qu'ils ont fait confiance dans la « maturité » politique du peuple, et cela, ils l'ont réalisé à la vitesse de la lumière. Aujourd'hui, c'est au tour des femmes du prolétariat de rendre l'État capitaliste conscient de leur maturité. Cela est le fait d'un mouvement de masse constant et puissant, qui doit user de tous les moyens de lutte et de pression du prolétariat.

Le suffrage féminin, c'est le but. Mais le mouvement de masse qui pourra l'obtenir n'est pas que l'affaire des femmes, mais une préoccupation de classe commune des femmes et des hommes du prolétariat. Le manque actuel de droits pour les femmes en Allemagne n'est qu'un maillon de la chaîne qui entrave la vie du peuple. Et il est intimement lié à cet autre pilier de la réaction: la monarchie. Dans ce pays avancé, hautement industrialisé, qu'est l'Allemagne du 20e siècle, au temps de l'électricité et de l'aviation, l'absence de droits politiques pour les femmes est autant une séquelle réactionnaire du passé mort, que l'est le règne de Droit Divin sur le trône. Les deux phénomènes: le pouvoir politique dirigeant comme instrument du ciel et les femmes, cloîtrées au foyer, non concernées par les tempêtes de la vie publique, par la politique et la lutte des classes – les deux phénomènes plongent leurs racines dans les circonstances obsolètes du passé, de l'époque du servage à la campagne et des guildes dans les villes. En ces temps- là, ils étaient justifiables et nécessaires. Mais autant la monarchie, que l'absence de droits pour les femmes, ont été déracinées par le développement du capitalisme moderne et sont devenues des caricatures ridicules. Elles se perpétuent dans notre société moderne, non pas parce que les gens ont négligé de les abolir, non pas à cause de la persistance et de l'inertie des circonstances. Non ils existent encore parce que les deux – la monarchie et les femmes sans droits – sont devenues de puissants outils au service d'intérêts hostiles à ceux du peuple. Les pires défenseurs et les plus brutaux de l'exploitation et de l'asservissement du prolétariat sont retranchés derrière le trône et l'autel, comme derrière l'asservissement politique des femmes. La monarchie et le manque de droits des femmes sont devenus les plus importants instruments de la classe capitaliste régnante.

En vérité, notre État est intéressé à priver de vote les femmes travailleuses et elles seules. Il craint à juste titre qu'elles n'en viennent à menacer les institutions traditionnelles du pouvoir de classe, par exemple le militarisme (duquel aucune femme travailleuse consciente ne peut s'empêcher d'être une ennemie mortelle), la monarchie, le vol systématique que représentent les droits et taxes sur l'alimentation, etc. Le suffrage féminin est une horreur et une abomination pour l'État capitaliste actuel, parce que derrière lui se tiennent des millions de femmes qui renforceraient l'ennemi de l'intérieur, c'est-à-dire la social-démocratie révolutionnaire. S'il n'était question que du vote des femmes bourgeoises, l'État capitaliste ne pourrait en attendre rien d'autre qu'un soutien effectif à la réaction. Nombre de ces femmes bourgeoises qui agissent comme des lionnes dans la lutte contre les « prérogatives masculines » marcheraient comme des brebis dociles dans le camp de la réaction conservatrice et cléricale si elles avaient le droit de vote. En fait, elles seraient certainement bien plus réactionnaires que la fraction masculine de leur classe.

À part quelques-unes d'entre elles, qui exercent une activité ou une profession, les femmes de la bourgeoisie ne participent pas à la production sociale. Elles ne sont rien d'autre que des consommatrices de la plus-value que leurs hommes extorquent au prolétariat. Elles sont les parasites des parasites du corps social. Et les co-consommateurs sont généralement plus frénétiques et cruels pour défendre leurs « droits » à une vie parasitaire, que l'agent direct du pouvoir et de l'exploitation de classe. L'histoire de toutes les grandes luttes révolutionnaires confirme cela de façon effrayante. Prenez la grande Révolution Française. Après la chute des Jacobins, lorsque Robespierre fut conduit enchaîné sur son lieu d'exécution, les putains dénudées d'une bourgeoisie ivre de victoire, dansaient de joie, sans vergogne, autour du héros déchu de la Révolution. Et en 1871, à Paris, lorsque la Commune héroïque des travailleuses a été défaite par les mitrailleuses, les femmes bourgeoises déchaînées ont dépassé en bestialité leurs hommes dans leur revanche sanglante contre le prolétariat vaincu. Les femmes des classes détentrices de la propriété défendront toujours fanatiquement l'exploitation et l'asservissement du peuple travailleur, duquel elles reçoivent indirectement les moyens de leur existence socialement inutile.

Économiquement et socialement, les femmes des classes exploiteuses ne sont pas un segment indépendant de la population. Leur unique fonction sociale, c'est d'être les instruments de la reproduction naturelle des classes dominantes. À l'opposé, les femmes du prolétariat sont économiquement indépendantes. Elles sont productives pour la société, comme les hommes.

Par cela, je n'ai pas en vue leur investissement dans l'éducation des enfants ou leur travail domestique, par lesquels elles aident les hommes à subvenir aux besoins de leur famille avec des salaires insuffisants. Ce type de travail n'est pas productif, au sens de l'économie capitaliste actuelle, quelle que soit l'ampleur des sacrifices et de l'énergie consentis, de même que les milliers de petits efforts cumulés. Ce n'est que l'affaire privée du travailleur, son bonheur et sa bénédiction, qui pour cela n'existe pas aux yeux de la société actuelle. Aussi longtemps que le capitalisme et le salariat dominant, le seul type de travail considéré comme productif est celui qui génère de la plus-value, du profit capitaliste. De ce point de vue, la danseuse de music-hall, dont les jambes suintent le profit dans les poches de son employeur est une travailleuse productive, tandis que toutes les peines des femmes et des mères prolétariennes entre les quatre murs de leurs foyers sont considérées comme improductives.

Cela paraît brutal et absurde, mais reflète exactement la brutalité et l'absurdité de notre économie capitaliste actuelle. Le fait de voir cette cruelle réalité clairement et distinctement voilà la première tâche des femmes du prolétariat.

En effet, précisément de ce point de vue, la revendication des femmes prolétariennes de droits politiques égaux est ancrée dans une base économique ferme. Aujourd'hui, des millions de femmes travailleuses créent du profit capitaliste, tout comme les hommes – dans les usines les ateliers, les fermes, le bâtiment, les bureaux, les magasins. Elles sont pour cela productives dans la société actuelle, dans le strict sens scientifique du terme. Chaque jour élargit le champ d'exploitation des femmes par le capitalisme. Chaque nouveau progrès de l'industrie ou de la technologie crée de nouvelles places pour les femmes dans le processus du profit capitaliste. Ainsi, chaque jour et chaque pas en avant du progrès industriel ajoutent une nouvelle pierre aux fondations solides des droits politiques égaux pour les femmes. L'éducation des femmes et leur intelligence sont devenues nécessaires à la machine économique elle-même. La femme étroitement recluse dans le « cercle familial » patriarcal répond aussi peu aux attentes du commerce et de l'industrie, qu'à ceux de la politique. C'est vrai, l'État capitaliste a négligé son devoir, même dans ce domaine. Jusqu'ici, ce sont les syndicats et les organisations sociales-démocrates qui ont fait le plus pour éveiller l'esprit et le sens moral des femmes.

Cela fait des décennies déjà, que les sociaux-démocrates sont réputés être les travailleurs les plus capables et intelligents d'Allemagne. De la même façon, les syndicats et la social-démocratie ont

arraché les femmes à leur existence étroite et bornée, ainsi qu'à l'abrutissement misérable et étriqué de la tenue du ménage. La lutte de classe prolétarienne a élargi leurs horizons, rendu leur esprit plus flexible, développé leur pensée; elle leur a montré de grandes perspectives, dignes de leurs efforts. Le socialisme a suscité la renaissance mentale de la masse des femmes prolétariennes – en faisant d'elles aussi, sans aucun doute, des travailleuses productives et compétentes pour le capital.

Au vu de tout cela, le fait que les femmes prolétariennes sont privées de droits politiques est une vile injustice, ceci d'autant plus qu'il s'agit maintenant d'un demi mensonge. Après tout, une masse de femmes prennent activement part à la vie politique. Pour autant, la social-démocratie ne recourt pas à l'argument de l'« injustice ». C'est la différence essentielle entre nous et le socialisme antérieur, sentimental et utopique.

Nous ne dépendons pas de la justice de la classe dominante, mais seulement de la force révolutionnaire de la classe ouvrière et du cours du développement social qui prépare les bases de son pouvoir. Ainsi, l'injustice en elle-même n'est certainement pas un argument de nature à renverser les institutions réactionnaires.

En revanche, si un sentiment d'injustice se développe dans de larges secteurs de la société – relève Friedrich Engels, le co-fondateur du socialisme scientifique – voilà un indice sûr que les bases économiques de la société ont changé considérablement, que les conditions actuelles entrent en conflit avec la marche du développement. Le formidable mouvement actuel de millions de femmes prolétariennes, qui considèrent leur privation de droits politiques comme une injustice criante, est un tel signe infaillible, un signe que les bases sociales du système dominant sont pourries et que ses jours sont comptés.

Il y a cent ans, le français [Charles Fourier](#), l'un des premiers grands prophètes des idéaux socialistes, a écrit ces mots mémorables: dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale. Ceci est parfaitement vrai pour la société actuelle. La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir. Grâce au prolétariat féminin, le suffrage universel, égal et direct des femmes, ferait avancer considérablement et intensifierait la lutte des classes du prolétariat. C'est la raison pour laquelle la société bourgeoise déteste et craint le suffrage féminin. Et c'est pourquoi nous le défendons et nous l'obtiendrons. En luttant pour le suffrage féminin, nous rapprocherons aussi l'heure où la société actuelle tombera en ruines sous les coups de marteau du prolétariat révolutionnaire.